

Numéro 66 - 13 mai 2016

La propriété de US Steel

US Steel prépare-t-il un autre coup?



La propriété de US Steel

- **US Steel prépare-t-il un autre coup?**
- **La nécessité de confronter le privilège de monopole de US Steel**
- **Contrôle et propriété des monopoles**

La propriété de US Steel

US Steel prépare-t-il un autre coup?

US Steel a récemment dévoilé une nouvelle structure d'entreprise pour ce qui a trait à ses activités tubulaires. La propriété des activités tubulaires sans soudure de US Steel a été transférée à une nouvelle société de portefeuille, une filiale en propriété exclusive de US Steel appelée US Steel Tubular Product Holdings, LLC.

La nouvelle a été accueillie avec scepticisme non seulement au Canada, où ce stratagème a une odeur de réchauffé, mais aussi là où US Steel concentre ses opérations. Le *Pittsburgh Post-Gazette*, habituellement un meneur de claques pour US Steel, a publié un article intitulé « Revamp at US Steel Raises Eyebrows » (« Une restructuration à U.S. Steel qui fait sourciller ») dont on trouvera des extraits ci-dessous.

Au Canada, USS a restructuré la propriété de l'ancienne Stelco avant de la placer sous la protection

de la faillite en septembre 2014. De la manière la plus intéressée, USS a déclaré aux observateurs incrédules qu'il avait transformé par magie sa participation au capital de Stelco en une dette qui doit lui être remboursée.

Le refus de reconnaître l'économie socialisée est au centre des crises récurrentes

Les gens qui contrôlent US Steel nient le caractère social de l'économie moderne, marqué pas ses inter-relations, qui repose sur la production industrielle de masse. Selon eux, la production d'acier est une affaire privée et non publique et la propriété et le contrôle privés sont le facteur le plus important dans la production. Au lieu d'aborder les problèmes de l'entreprise et du secteur de l'acier selon un point de vue social éclairé, ils cherchent seulement à protéger leur propriété et leur contrôle de la richesse sociale, leurs intérêts privés étroits.



Ils sont passés maîtres dans l'art de blâmer les métallos et les concurrents étrangers pour les problèmes dans le secteur de l'acier et de l'économie américaine en général. Ils refusent de faire face aux grands problèmes que connaît le secteur en procédant à des réformes véritables qui servent l'intérêt public. Par exemple, ils rejettent d'emblée toute suggestion d'instaurer une réglementation et un contrôle sur les prix et sur l'offre au moyen d'une autorité publique dans le secteur de gros, disant que cela porterait atteinte à leur droit de monopole de tout contrôler. En effet, toute solution aux problèmes de l'économie mènerait à la limitation du droit de monopole et arracherait le contrôle de l'économie à la domination des intérêts monopolistes privés et la placerait sous la garde de l'intérêt public et des vrais producteurs.

Les dirigeants et les administrateurs rejettent toutes les propositions qui serviraient l'intérêt et le bien public. Ils préfèrent hurler contre les autres pays, congédier les travailleurs, s'attaquer aux droits du peuple, détruire la capacité de production et se livrer à de la manipulation afin de rejeter autant que possible le fardeau des pertes sur les autres plutôt que de résoudre les problèmes fondamentaux. Les problèmes reviennent nous hanter de plus belle parce qu'ils proviennent du caractère socialisé inhérent de la production industrielle de masse et ne peuvent pas être résolus avec des solutions qui servent les intérêts privés étroits. Des solutions d'un caractère social large qui servent l'intérêt public sont nécessaires, mais ceux qui sont en position de contrôle refusent même de discuter des propositions que les vrais producteurs ont mises de l'avant depuis longtemps. La situation a atteint un point de non-retour où la seule voie qui s'offre à la classe ouvrière est de priver l'élite dirigeante impérialiste du pouvoir de contrôler les secteurs fondamentaux de l'économie afin que les travailleurs puissent mettre en oeuvre leur propre programme prosocial.

La destruction des forces productives et les attaques aux droits des travailleurs ne sont pas des solutions

Au Canada, US Steel a décidé de détruire une grande partie de la capacité de production de l'ancienne Stelco, réduisant ainsi à presque rien un de ses anciens concurrents. En agissant ainsi, USS a vu une occasion de faire un coup d'argent. Pourquoi ne pas se placer sous la protection de la faillite pour éliminer la dette de Stelco et les obligations envers les retraités de Stelco qui sont un legs de l'achat de la société en 2007? Cette dette provient d'un prêt de 150 millions \$ du gouvernement de l'Ontario, et d'une responsabilité sociale de plus d'un milliard de dollars en

pensions et autres avantages sociaux après retraite sans parler des multiples responsabilités environnementales.

La manoeuvre de US Steel comprend la transformation du capital-actions de Stelco en une dette prioritaire due à lui-même. Une fois que la participation en capital est transformée en dette, la dette s'empile en comprenant maintenant toute facture payée pour le fonctionnement des opérations de Stelco, ou plutôt pour le non fonctionnement ou leur fonctionnement continu à perte. Tout cela va maintenant être considéré comme une dette envers la maison-mère à Pittsburgh, qui va vouloir être compensée en premier lorsque Stelco sera liquidée. Étant donné la requête récente du 29 avril de US Steel pour que le tribunal de la faillite mette fin aux procédures le plus rapidement possible, la liquidation des actifs restants de Stelco doit se faire au plus vite, selon les comploteurs. Cela ne doit pas passer !

« La restructuration chez US Steel fait sourciller »



Les Canadiens qui ont pris connaissance du plan de US Steel de transformer ses opérations tubulaires en une LLC, avertissent leurs collègues américains et les autres personnes touchées par les opérations de USS qu'ils doivent être vigilants et renforcer leur résistance face aux attaques contre leurs droits. Les Canadiens ont vécu une expérience directe négative avec US Steel et savent bien que les manigances de ce monopole n'ont pas de limites lorsque vient le temps de servir les intérêts privés étroits de ceux qui le possèdent et le contrôlent.

En ce qui concerne la plus récente réorganisation administrative de US Steel aux États-Unis, l'article du *Pittsburgh Post-Gazette* « Revamp at US Steel Raises Eyebrows » mentionne que, « pendant des semaines, des employés inquiets aux installations tubulaires en difficulté de US Steel ont fait circuler des rumeurs sur ce que les gestionnaires au 600 rue Grant ont en réserve pour leur unité de production, y compris la mise en place d'une éventuelle coentreprise ou la vente ».

L'article continue :

« Le mardi, US Steel a dévoilé une nouvelle structure d'entreprise pour ses activités tubulaires, qui l'an dernier ont enregistré une perte d'exploitation de 179 millions \$. Ce que la divulgation laisse présager demeure une question de conjectures. Très probablement, le moulin à rumeurs n'est pas prêt de ralentir étant donné le taux de fonctionnement des usines de production tubulaire de US Steel pendant le quatrième trimestre, qui a été de 21 % selon un analyste.

« Dans un communiqué émis jeudi, l'entreprise a déclaré qu'elle avait transféré la propriété de ses activités de production tubulaire sans soudure de Lorain, en Ohio et Fairfield, en Alabama, à une nouvelle filiale en propriété exclusive, appelée US Steel Tubular Products Holdings LLC.

« LLC signifie ' société à responsabilité limitée ' (SARL), une structure d'entreprise qui peut offrir des avantages fiscaux, protéger la société-mère des dettes et se débarrasser plus facilement du capital.

« Selon un organigramme que David J. Rintoul, responsable des activités tubulaires, a distribué la semaine dernière aux employés de US Steel, les activités de la société de portefeuille comprennent deux unités : l'une qui inclut les activités acquises dans le cadre de l'acquisition désastreuse en 2007 par US Steel du producteur tubulaire texan Lone Star Technologies, ainsi que ce qui est appelé des 'opérations à l'étranger', et une SARL qui contient les entreprises de Lorain et Fairfield.

« US Steel a dit avoir créé la nouvelle structure le 1er mars pour rendre 'les activités opérationnelles de notre segment tubulaire ... plus efficaces et plus transparentes'. Une des raisons du changement, selon le communiqué, est de faciliter la recherche de clients au Moyen-Orient. US Steel prévoit qu'il va bientôt ouvrir un bureau à Dubaï, aux Émirats arabes unis.

« Lors d'une réunion mardi où il s'est entretenu avec les employés, M. Rintoul leur aurait dit que la nouvelle structure va permettre à la société-mère de ne pas être à la merci des dettes découlant des activités tubulaires ».

[Considérons-nous comme avertis. Quand ces élites impérialistes commencent à parler comme cela, ça signifie qu'ils vont rejeter le fardeau des problèmes sur les autres plutôt que de traiter sérieusement des problèmes en restreignant le droit de monopole et en servant l'intérêt public.]

« Joseph P. Nicola jr, associé en fiscalité chez Sisterson & associés, a dit que le fait de mettre sur pied une SARL 'est une indication qu'ils sont préoccupés par les obligations juridiques'.

« 'La création d'une SARL en tant que filiale a l'avantage de protéger la société-mère de l'unité visée (par la SARL)', a dit M. Nicola. 'Une SARL va assumer ses propres responsabilités en termes d'obligations.'

« Il a dit que la structure simplifie également les exigences en matière de déclaration fiscale et peut réduire les impôts. [...] Cela facilite les choses s'il faut se départir de l'entreprise', a ajouté M. Nicola.

[Avant d'annoncer la restructuration, le directeur des relations avec les investisseurs chez US Steel, Dan Lesnak, a dit que si les gens en position de contrôle ont cru que les installations tubulaires possèdent une valeur ils «devront rechercher la bonne structure» pour qu'elles soient vendues. «Mais présentement, elles font partie de l'entreprise», a dit Lesnak. Apparemment, «ils» ont maintenant trouvé «la bonne structure» avec la SARL, comme ils l'ont fait au Canada avec leur tentative de transformer leur propriété en capital dans Stelco en une dette qu'ils se doivent à eux-mêmes.]

« Le mois dernier [en février], une porte-parole de la compagnie a dit que les mots employés par M. Lesnak [à l'effet que les installations tubulaires sont 'une partie de la société'] étaient toujours exacts. La déclaration fournie jeudi par la compagnie mentionnait que 'US Steel évalue de façon continue les opportunités stratégiques et organisationnelles potentielles qui peuvent inclure l'acquisition, la cession ou la consolidation du capital.'

« Toutes ces paroles à propos d'évaluer constamment les opportunités ne vont pas mettre fin aux rumeurs à l'effet que la nouvelle structure rend une vente plus probable. Plusieurs employés actuels



et anciens disent que le moral au sein de l'entreprise est bas, ce qui explique pourquoi tant d'employés ne se gênent pas pour participer aux rumeurs.

« Mais les rumeurs amènent une question qui reste sans réponse : qui achèterait l'entreprise? Avec une capacité excédentaire de fabrication de tubes, des prix du pétrole inférieurs à 40 \$ le baril et aucun redressement rapide en vue, les mêmes conditions de dépression qui affligent US Steel seraient un obstacle important pour tout prétendant potentiel. »

Ce n'est pas cela la question à laquelle il faut répondre. La vraie question que les travailleurs canadiens et américains se posent est de savoir comment s'organiser en une force qui est assez forte pour prendre le contrôle de leur propre force productive humaine et des forces productives modernes au sein desquelles ils oeuvrent et commencer à résoudre les problèmes dans l'intérêt public. Il faut mettre fin à l'orientation actuelle faite d'attaques aux droits et de destruction de forces productives, pendant que sont « évaluées de façon continue les opportunités stratégiques et organisationnelles potentielles » de servir les intérêts privés étroits de quelques-uns.

Le défi que doivent relever les travailleurs qui vivent et travaillent au sein d'une économie complètement socialisée interdépendante de production industrielle de masse est de résoudre la contradiction entre les gens en position de contrôle qui servent les intérêts privés étroits des propriétaires de la richesse sociale et leurs propres intérêts, et la classe ouvrière, la classe des vrais producteurs qui doivent contrôler l'économie dans l'intérêt public.



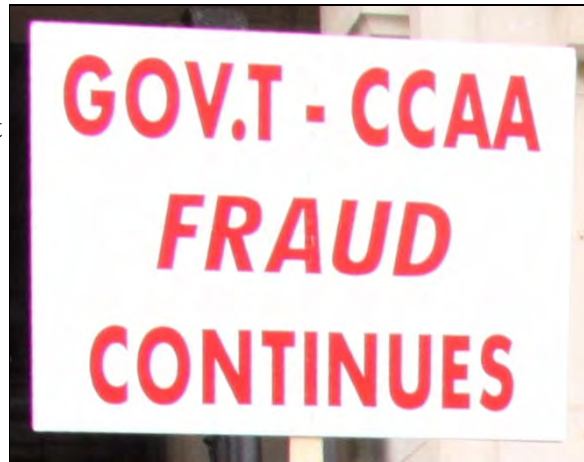
La nécessité de confronter le privilège de monopole de US Steel

Dernières nouvelles du tribunal de la LACC

LML a reçu un exemplaire de la décision du 4 mai du juge Herman Wilton-Siegel dans laquelle il refuse une fois de plus de rendre public l'accord secret qu'avaient conclu le gouvernement fédéral et US Steel. L'arrangement avait mis fin à la poursuite judiciaire du gouvernement fédéral contre US Steel pour sa violation flagrante des conditions qu'il avait acceptées en vertu de la *Loi sur investissement Canada* en faisant l'acquisition de Stelco en 2007. Wilton-Siegel est le juge ontarien responsable des procédures juridiques en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* qui traitent du recours de US Steel à la protection de la faillite et de sa liquidation de l'ancienne Stelco, qu'il nomme désormais US Steel Canada. *LML* publiera des opinions et des commentaires sur le jugement dans un numéro subséquent. La décision de Wilton-Siegel est disponible [ici](#).

Le 29 avril, US Steel (USS) a de nouveau plaidé contre la réouverture de l'Accord de règlement définitif conclu en vertu de la *Loi sur investissement Canada* (LIC). L'accord secret avait mis fin à la poursuite judiciaire du gouvernement fédéral contre USS qui n'avait pas respecté les conditions de l'accord initial de la LIC conclu au moment de l'achat du fabricant d'acier Stelco. Selon USS, rendre l'accord public irait à l'encontre de son privilège de monopole.

On voit à l'oeuvre ici les intérêts monopolistes privés s'opposant à l'intérêt public. USS ne veut aucune remise en cause de son droit de monopole de la part du droit public général des Canadiens, et encore moins de la part des métallos et de leurs communautés directement affectées par ses actions antisociales. Le monopole américain veut éviter tout examen sérieux de la saga de Stelco, depuis sa première incursion dans les procédures de la protection de la faillite en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC) jusqu'à aujourd'hui. Un examen public sérieux exposerait la manipulation financière de US Steel, ses attaques contre les droits des travailleurs et contre l'économie canadienne et ses autres actions antisociales au service de son droit de monopole et de ses intérêts privés étroits. Un tel examen mettrait aussi en cause le système et les autorités publiques actuels qui ont permis que ces attaques soient perpétrées en toute impunité.



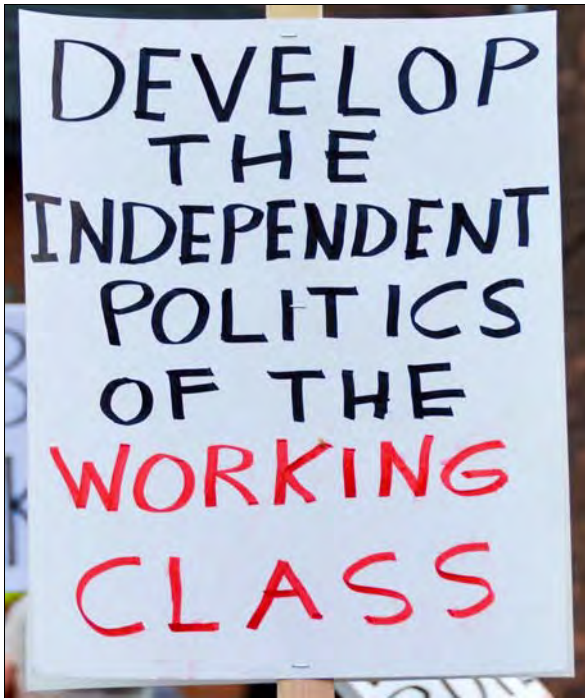
Depuis le premier recours de Stelco à la LACC en 2004, les autorités publiques au Canada et en Ontario n'ont rien fait pour défendre l'intérêt public. Elles se sont pliées en quatre pour accommoder ceux qui sont aux commandes de Stelco et de US Steel, qui ont agi impunément au service de leurs intérêts privés étroits, contre l'intérêt public et les travailleurs, les retraités et les communautés directement concernés. Les autorités publiques ont accordé une concession après l'autre au droit de monopole, allant même à l'encontre de la loi ontarienne régissant les fonds de retraite et permettant à USS de renier ses propres engagements en vertu de la LIC. Le gouvernement ontarien a même accordé un prêt de 150 millions \$ aux conspirateurs de Stelco qu'ils refusent maintenant de rembourser.

Tout au long de cette dure épreuve, les dirigeants des métallos ont mis de l'avant des solutions qui sont dans l'intérêt public et qui touchent non seulement Stelco mais tout le secteur canadien et l'économie en générale qui font face depuis plusieurs années à un siège néolibéral de la part du droit de monopole. Cela fait maintenant trois fois qu'Algoma (Essar) Steel à Sault Ste. Marie a recours à la LACC. Les autorités publiques et leurs institutions ont tout simplement ignoré et rejeté les solutions mises de l'avant par les métallos. Aucune discussion sérieuse et aucun débat au sujet de leurs propositions n'ont été tenus par les cercles officiels, les médias de masse, les universités ou quelque autorité publique, ce qui est un sérieux problème auquel le peuple fait face. Le droit de monopole et ses intérêts privés étroits dominent la discussion publique, les autorités publiques et l'espace public.

Il n'existe aucune forme organisationnelle publique qui puisse tenir et soutenir une discussion sur comment résoudre les problèmes de l'économie comme ceux qui affectent le secteur de l'acier. On ne permet aucune discussion cohérente en cour, au Parlement ontarien ou fédéral, dans les universités ou dans les médias de masse. Le droit de monopole et ses intérêts privés dominent tous les espaces publics où cette discussion devrait se tenir afin de résoudre les problèmes, créer l'opinion publique et ouvrir une voie vers l'avant.

C'est seulement lorsque les métallos organisent eux-mêmes la discussion sur les problèmes du secteur de l'acier et de l'économie que cela se produit, comme c'est le cas avec les réunions du jeudi de la section locale 1005 et les manifestations, les rassemblements et les assemblées de masse que les métallos organisent, et une telle discussion se retrouve aussi dans les publications de l'Opposition ouvrière et dans *Information Update* et *Le Marxiste-Léniniste*. Voilà la réalité à laquelle le mouvement ouvrier est confronté. Il doit bâtir ses propres institutions où le droit public

confronte le privilège de classe du droit de monopole et lutte pour la reconnaissance et la réalisation de l'intérêt public et pour l'édification d'une économie moderne, stable et qui subvient à ses besoins.



Une économie qui subvient à ses besoins et qui est au service de l'intérêt public a son point de départ dans une région ou dans un pays où le peuple bâtit ses propres autorités publiques qui exercent leur juridiction souveraine sur leurs affaires, où il instaure son propre gouvernement de droit qu'il contrôle parce qu'il est doté du pouvoir. Une économie mue par sa propre force interne diversifiée qui permet de garantir les droits et le bien-être de tous s'engage dans un commerce international fondé sur l'avantage réciproque qui vient compléter l'économie intérieure au lieu de l'affaiblir.

En résistant résolument au privilège de monopole et aux attaques contre les droits des travailleurs et en veillant au développement de ses propres institutions, la classe ouvrière peut développer une opinion publique et un mouvement populaire puissants permettant de

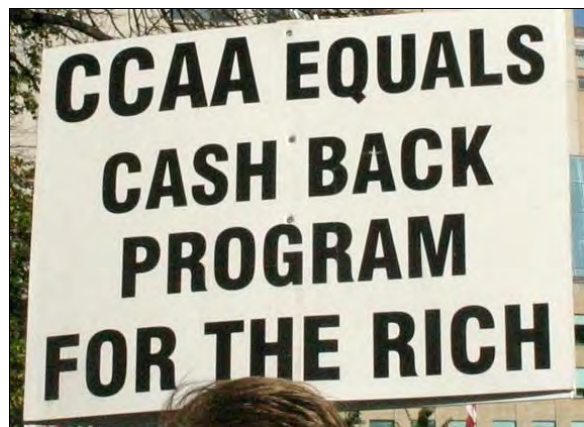
résoudre les problèmes et de bâtir un Canada démocratique moderne.



Contrôle et propriété des monopoles

Le temps d'une nouvelle direction

Plusieurs Canadiens se demandent comment US Steel (USS) a bien pu désavouer la propriété de sa filiale canadienne en propriété exclusive et faire adopter son point de vue par une cour de justice. En abandonnant la propriété de l'ancienne Stelco, il semble que USS voulait transformer la propriété en une dette avant de demander la protection de la faillite en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC). De cette façon, si la cour accepte, le processus frauduleux de la LACC va permettre à USS de gagner environ 2,2 milliards \$, si et quand les anciens actifs de Stelco sont vendus. USS empocherait cet argent sans avoir rien à payer en nettoyage environnemental ou en obligations envers les régimes de retraite et les avantages sociaux à la retraite et il éliminerait essentiellement Stelco en tant que fabricant d'acier concurrent.



Le caractère frauduleux de la LACC en amène plusieurs à se questionner au sujet de la propriété

dans l'économie d'aujourd'hui dominée complètement par les monopoles. Si USS peut si facilement désavouer sa participation au capital de Stelco dans le cadre d'un plan plus vaste d'accaparement de ses actifs sous la protection de la faillite, quelle est donc l'essence de la propriété en ce qui concerne ces grandes entreprises ? Elle n'est certainement pas semblable à la propriété d'un petit groupe ou d'une famille possédant une unité économique et dépendant de cette unité et de ses actifs productifs pour leur subsistance.

La question n'est pas simplement académique car elle concerne le contrôle de nos industries de base et l'objectif que nous donnons à l'économie en tant que peuple. Qui a le contrôle juridique sur les monopoles, en particulier ceux détenus principalement par le biais d'actions ? Si la propriété peut si facilement être répudiée pour des raisons intéressées, comme l'a fait USS avec Stelco, peut être le peuple doit-il maintenant concentrer son attention sur le contrôle et non la propriété officielle des géants de l'industrie, qui est crucial au fonctionnement de l'économie et au bien-être du peuple.



Peut-être que la propriété devrait être déclassée en importance et considérée seulement comme un facteur dans le fonctionnement d'un monopole. Le contrôle pourrait être exercé dans l'intérêt public par une autorité publique et les propriétaires toucheraient un taux moyen de profit sans exercer de contrôle direct sur les opérations et leur objectif. D'autres facteurs cruciaux en ce qui concerne le monopole pourraient alors être abordés, en particulier sa comptabilité et la réclamation des gouvernements à la valeur que les travailleurs produisent de même que, dans un sens plus

large, le contrôle des prix de gros et des importations et des exportations et le développement d'une relation stable positive entre l'offre et la demande au sein de l'économie nationale.

La séparation du contrôle et de la propriété n'est pas si farfelue compte tenu du fait que la plupart des grandes entreprises sont dirigées par des cadres professionnels qui ne sont pas propriétaires directs autrement que par les actions qui leur sont données en tant que pots-de-vin pour qu'ils suivent ligne de pensée centrée sur le capital et adoptent l'intérêt étroit des propriétaires. La plus grande partie de la propriété des monopoles est détenue sur une base très large. Si le capital de la société est coté sur le marché boursier, la propriété est partagée parmi les compagnies ou les institutions qui possèdent les actions. À leur tour, ces institutions sont détenues par d'autres sociétés, et le tout forme l'oligarchie financière mondiale qui domine l'économie et le pays. La question clé en ce qui concerne le contrôle est de transformer le but, qui est présentement de servir les intérêts privés étroits et l'édification d'empire en un but qui est de servir l'intérêt public pour le plus grand bien d'une économie diversifiée stable qui contribue à l'édification nationale afin de garantir les droits de tous.

La propriété de US Steel

La propriété de USS existe dans la propriété des actions et la propriété de la dette. Les mêmes propriétaires peuvent détenir et détiennent les actions et la dette comme c'est le cas avec USS. Les deux groupes de propriété, qui se chevauchent, exercent une influence dans le choix des administrateurs et des dirigeants d'une entreprise afin d'assurer que « leurs gens » sont nommés à des postes de contrôle.

Dans le cas de USS, la propriété d'actions et de dette en valeur monétaire est à peu près égale dépendant du prix de l'action de USS. Les prêteurs détiennent environ 2,5 milliards \$ de la dette de USS. Les actions totalisent à l'heure actuelle environ 2,7 milliards \$ mais ont récemment chuté en dessous du total de la dette.

Le chevauchement entre l'action et la propriété de la dette provient du fait que la plus grande partie de la propriété des fonds et de la dette des monopoles est institutionnelle et répartie largement parmi l'oligarchie financière. Les institutions sont généralement un type d'entreprise financière ou de fond d'investissement qui contrôle et gère la richesse sociale des individus riches et pas si riches par le biais du système bancaire, de pension et d'épargne. La richesse sociale totale est contrôlée par ce qu'on pourrait appeler de manière générique les Fonds de contrôle de la richesse sociale (FCRS). Ces FCRS, qui sont des banques, des compagnies d'assurance, des fonds de placement spéculatifs et mutuels, des fonds de pension, etc, investissent l'argent qu'ils contrôlent par l'entremise du système impérialiste d'États de manière à renforcer leurs intérêts privés et l'édification d'empire. Cela donne à ces FCRS un contrôle et une influence énorme sur les opérations de la plupart des compagnies que ce soit par les actions ou la propriété de la dette et sur toute l'économie et la politique partout où ils sont actifs.

Dans le cas de USS, 329 investisseurs institutionnels détiennent plus de 77 % des actions. Presque toutes les institutions sont des FCRS qui investissent dans les actions, prêtent de l'argent et se livrent à toutes les pratiques parasitaires mises au point par l'oligarchie financière. Plusieurs ont été fortement impliquées dans des manigances corrompues qui ont donné lieu à des condamnations pénales ou ont au moins accepté des sanctions des gouvernements pour des actes répréhensibles évidents. Les actions, et la dette, qu'ils détiennent dans USS et d'autres entreprises sont constamment vendues et achetées à nouveau par eux-mêmes et par d'autres. Un prix volatile de l'action est une occasion de faire un gros coup d'argent.

Les mêmes monopoles, tels JPMorgan Chase qui détient 16 % de toutes les actions en circulation de USS, UBS, Morgan Stanley, Deutsch Bank etc, qui achètent et vendent des actions et la dette de USS, publient constamment de l'information aux investisseurs pour augmenter le prix de l'action ou le diminuer. Deux rivaux avec des ordres du jour en apparence différents en ce qui a trait à l'achat et à la vente des actions de USS, JPMorgan Chase et UBS, ont récemment publié des évaluations de l'action totalement opposées à deux jours d'intervalle.



Une chose est certaine, c'est que la volatilité des prix des actions est leur pain quotidien car les investisseurs achètent ou vendent et les FCRS font de l'argent soit directement, soit par le biais des frais d'usagers en tant que courtiers. Tout cela n'a rien à voir avec la construction d'une économie stable qui sert l'édification nationale, et c'est précisément ce problème que nous avons connu avec le contrôle de Stelco par US Steel,.

Le contrôle sur les industries de base dans l'économie doit être retiré des mains de l'oligarchie financière et de son édification d'empire. Un contrôle public amènerait une nouvelle direction et un nouveau but qui nous libéreraient des intérêts privés et des dommages qu'ils causent et de leur refus et de leur incapacité à résoudre les problèmes. L'ancienne

direction est clairement exprimée par l'histoire récente de l'ancienne Stelco et les actions de U.S. Steel aux États-Unis, une histoire faite de destruction de l'industrie et non de son édification par la résolution des problèmes fondamentaux de l'édification nationale.

Une nouvelle direction doit être trouvée et on pourrait par exemple mettre des autorités publiques en charge des industries de base et ayant la responsabilité sociale de résoudre les problèmes dans l'intérêt public pour s'assurer que les monopoles particuliers servent l'ensemble de l'économie et jouent un rôle important comme celui de produire de l'acier, dans le cas de Stelco, pour combler la demande apparente du Canada. Les propriétaires, sous forme de dette et des actions, pourraient se voir accorder une réclamation à la valeur que les travailleurs produisent selon un taux moyen national de rendement, mais ils seraient privés de tout contrôle direct sur les usines.

L'autorité publique en position de contrôle serait guidée par un nouveau but, celui de servir l'intérêt public et de renforcer l'économie pour l'édification nationale. Le peuple, en particulier les travailleurs oeuvrant directement pour un monopole, serait chargé d'assurer que le nouveau but est suivi fidèlement.

Les fonds contrôlant la richesse sociale détenant des actions dans U.S. Steel

Voilà ci-dessous la liste des principales institutions détentrices d'actions de U.S. Steel, les Fonds de contrôle de la richesse sociale (FCRS), avec le nombre d'actions détenues.

Nombre total d'actions en circulation : 146 284 894,00

Évaluation à 18,49 \$ par action le 26 avril : 2 704 807 690,06 \$

Actions détenues par les 329 FCRS : 113 943 643 (77,82 %) évaluées à 2 106 817 959,07 \$

Une majorité des actions institutionnelles (23 416 059) est détenue par JPMorgan Chase, un propriétaire traditionnel de U.S. Steel. Bien sûr, JPMorgan est aussi un grand prêteur tout comme la plupart des institutions propriétaires. Tous les propriétaires dans la liste sont des FCRS. La plupart sont détenteurs d'actions et de dette. Ils se donnent eux-mêmes le nom de banques, de fonds de placement spéculatifs ou d'investissements ou de fiducies détenant parfois des fonds de pension. Ils contrôlent tous une énorme quantité de richesse sociale qui est utilisée pour enrichir l'oligarchie financière, consolider les privilèges de classe et diriger l'économie pour servir les intérêts étroits et l'édification mondiale d'empire. La liste ci-dessous inclut seulement les 45 premiers FCRS des 329 par ordre du nombre d'actions à la fin de 2015. La liste complète peut être consultée [ici](#).

Compagnie	Actions
JP Morgan Chase & Co	23 416 059
Fairpointe Capital LLC	9 777 866
Vanguard Group Inc	9 518 759
State Street Corp	5 202 522
Blackrock Fund Advisors	4 936 081
Amerigo Asset Management	4 386 242

Blackrock Institutional Trust Company, N.A.	4 188 640
Morgan Stanley	4 032 639
Susquehanna International Group, LLP	3 376 294
Hodges Capital Management Inc.	2 673 689
Capital Research Global Investors	2 486 000
Luminus Management LLC	2 143 083
Dimensional Fund Advisors LP	2 098 047
Bank of New York Mellon Corp	1 689 371
AQR Capital Management LLC	1 679 479
Norges Bank	1 513 820
Ameriprise Financial Inc	1 382 593
Northern Trust Corp	1 278 243
Goldman Sachs Group Inc	1 259 526
Deutsche Bank AG	1 198 783
UBS Group AG	972 539
Credit Suisse AG	883 963
Geode Capital Management, LLC	844 472
Managed Account Advisors LLC	776 504
Two Sigma Investments LLC	764 933
Allianz Asset Management AG	598 366
First Trust Advisors LP	572 672
Bank of America Corp /DE/	539 329
Vollero Beach Capital Partners LLC	527 066
Blackrock Investment Management, LLC	500 526
California Public Employees Retirement System	495 600
Price T Rowe Associates Inc /MD/	490 149
Tiaa Cref Investment Management LLC	461 646
Principal Financial Group Inc	439 335
State of New Jersey Common Pension Fund D	425 000
QS Investors, LLC	401 595
Schwab Charles Investment Management Inc	393 704
Creative Planning	390 192
Wells Fargo & Company/MN	384 267
American International Group Inc	365 479
Nomura Holdings Inc	360 593
BBT Capital Management, LLC	360 000

Barclays PLC	351 320
New York State Common Retirement Fund	334 000
KCG Holdings, Inc.	315 134

(Source : NASDAQ)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca